

APPROCHE ETHNOGRAPHIQUE DU COLLECTIF DES NIGÉRIENS RENTRÉS DE LIBYE À NIAMEY: ENTRE LA RÉINTÉGRATION ET LA RÉ ÉMIGRATION

Oriol Puig i Cepero
Universitat de Barcelona

Résumé

La guerre de 2011 en Libye a entraîné le retour forcé de milliers de migrants sud-sahariens, qui ont été persécutés et accusés comme complices de Kadhafi. Environ 300 000 citoyens nigériens sont revenus au Niger en situation de vulnérabilité et travaillent aujourd’hui pour se réadapter à leur société d’origine. Une ethnographie focalisée dans la capitale du Niger, Niamey, essaie d’approfondir les conditions de vie d’un collectif qui tente d’assumer l’échec de leur projet migratoire et reformule leur nouveau rôle social et familial en reconfigurant leur représentation collective dans un milieu communautaire urbain.

Mots clés: Libye, Kadhafi, migrations transsahariennes, retour forcé

Abstract

Libya’s war in 2011 caused the forced return of thousands of sub-Saharan migrants, who were accused of being accomplices of Gaddafi’s regime. About 300,000 citizens from Niger returned home in vulnerable conditions, and they are now working towards being reintegrated into their society of origin. This article, based on ethnographic research in Niger’s capital, Niamey, analyzes the new conditions of this group, whose members are trying to come to terms with their failed migration and reformulate their roles in their families and society. In doing so, they are reconfiguring their collective representation in an urban community.

Keywords: Libya, Gaddafi, trans-Saharan migrations, forced return

La Libye, Eldorado nigérien

« Je me suis endormi à côté de 4 millions de libyens
et je me suis réveillé avec 400 millions d'africains »

Cette phrase extraite d'un discours de Mouammar Kadhafi évoque la politique panafricaine du leader libyen, après être passé par plusieurs étapes politiques, du panarabisme au panafricanisme, en passant par le pansahélisme et finalement vers le rapprochement avec l'Occident (Haimzadeh 2011: 111). La découverte des gisements d'hydrocarbures en 1959 et sa prise du pouvoir en 1969 entraînent un point d'inflexion des mouvements des citoyens de l'Afrique de l'Ouest vers les pays septentrionaux. À cause des besoins en main-d'œuvre étrangère pour exploiter les ressources —la Libye est le pays moins peuplé d'Afrique, avec environ 6 millions d'habitants—, Kadhafi s'adresse à la migration africaine avec un discours « universaliste, anti-occidental et révolutionnaire » et l'utilise comme une arme diplomatique entre les mondes arabe, africain et européen (Perrin 2008: 4).

Les premiers migrants du Niger à aller en Libye sont les touaregs, un peuple¹ pastorale et nomade du désert du Sahara,² qui empruntent le chemin vers le nord au cours des années 70 et 80 suite à de très graves sécheresses affectant la zone du Sahel. Beaucoup parmi ces effectifs s'incorporent aux files de la Légion Islamique du Guide en trouvant ainsi la protection du régime, comme l'explique Grégoire (2004: 175). D'autres arrivent pour trouver du travail et gagner de l'argent pour envoyer à leur famille. C'est le cas aussi des jeunes toubous et kanouris du nord-est du Niger parvenus à la région du Fezzan, au sud de la Libye, un passage facilité par des liens culturels et commerciaux forgés au long de l'histoire (Clanet 1981). Arrivent aussi des citoyens haoussas et, dans les années 2000, des songhay-zarmas, le peuple qui se trouve autour du fleuve Niger et se caractérise par son agriculture sédentaire (Olivier de Sardan 1984; Alpha Gado 2000).

Ainsi, la Libye de Kadhafi constitue à partir de la deuxième moitié du XXe siècle un Eldorado sud-saharien³ pour des milliers de migrants attirés par les opportunités de tra-

1. Selon Olivier de Sardan (1984), il existe plusieurs mots pour décrire un même concept: « tribu », avec des implications coloniales; « ethnie », il paraît le vocable scientifique pédant pour se référer à « tribu », avec des connotations exotiques. Le mot « peuple » il serait le moins mauvais, car il entraîne de patrimoine commun à plusieurs parties de la planète et il peut être culturelle, linguistique,...

2. Avec l'instauration des États-nation, les touaregs se sont retrouvés dans plusieurs pays, notamment l'Algérie, Mali, Burkina Faso, Niger et Libye (Lecocq 2010).

3. On préfère utiliser des concepts comme *sud-saharien*, *Afrique au sud du Sahara* ou *Afrique noire*. On comprend,

vail et la rhétorique panafricaine du Guide. Dans le cas nigérien, ils expérimentent leur proverbe haoussa « *Libya Kaman Turai* », « La Libye comme l'Europe », c'est-à-dire, la possibilité de satisfaire leurs besoins comme ils pourraient le matérialiser au vieux continent. Cette vision rentre dans la construction d'un imaginaire collectif où la Libye est comparable à l'Europe en termes de « modernité, justice sociale ou égalité », selon nous avons observé dans notre ethnographie.⁴ En fait, la Libye de Kadhafi détiens l'indice de développement humain le plus élevé de l'Afrique analogue avec des pays européens.

C'est pour cela que les habitants du Niger, pays voisin considéré actuellement comme « le pays plus pauvre du monde » (PNUD 2015), aperçoivent la possibilité de financer leur projet de vie individuel et communautaire grâce à leur travail comme mains-d'œuvre dans des entreprises internationales ou dans les services publics du régime. Ordinairement, les migrants traversent le désert du Sahara à partir d'Agadez, carrefour de la route africaine vers le nord d'où ils partent plusieurs trajets vers le Maghreb et l'Europe. Les plus importants sont celui d'Arlit et celui de Dirkou. Le premier emprunte l'Algérie traversant dès Djanet à terrain libyen avec quatre jours de marche à travers du massif de Tadrart, selon Bolouvi (2009 : 209). « C'est la route plus dangereuse que j'ai vu dans ma vie », confirment des migrants qui ont échoués ce trajet à cause de détentions policières. L'autre chemin aussi risqué et plus fréquent est celui qui passe par Al-Qatroun jusqu'à Sebha, dans le sud libyen, franchissant le désert du Ténééré. Il s'agit d'une route dans des conditions pénibles et plein d'obstacles où les migrants doivent supporter les pannes des véhicules, accidents, abandonnés de transporteurs et décès. « Le désert est très dur, c'est la misère, *wallahi*,⁵ j'ai beaucoup souffert. On a vu des morts, des cadavres dans le sable, on a trouvé des vautours qui sont en train de dévorer les corps », informent quelques migrants.

Les « *aventuriers* », tel comme ils s'apprécient eux mêmes, subissent aussi le trafic d'êtres humains présent à Sebha appelé *Gidan Bachi*. Cette locution signifie « maison du crédit » en haoussa et elle s'agit de la traite humaine pratiquée dans le Fezzan libyen, commandé par des transporteurs et trafiquants, dont il participe tous les acteurs présents

suivant des auteurs comme Crespo (2006 : 77), que le préfixe *-sub* suggère implicitement une position d'infériorité. Dans le cas des territoires au sud du canal de Panamá, on les appelle *Amérique du Sud* et non *Subamérique*.

4. Notre travail de terrain se développe entre 2011 et 2016 à Niamey, capitale du Niger, à travers plusieurs voyages de divers mois chacun. L'ethnographie se base principalement sur des techniques comme l'observation participante et conversations informelles avec des migrants surtout dans des *fadas*, le principal espace de sociabilité masculine au Niger. Le travail compte aussi avec plusieurs interviews semi-structurées à des acteurs liées à la mobilité au Niger, comme l'Organisation International pour les Migrations (OIM) ou d'autres organismes internationales comme Médecins Sans Frontières (MSF) ou la Croix Rouge, entre d'autres.

5. C'est l'expression plus utilisée au Niger pour dire "Je te jure".

à la zone, militaires et policières, *drivers* et intermédiaires, connus comme *kamashous* ou *cokseurs*. « Je suis passé par le *Gidan Bachi*, c'est comme une prison. Ils t'enferment dans une chambre et tu ne peux pas sortir jusqu'à ce que quelqu'un paie pour ta liberté. Il y a des abus, des tortures et des morts », racontent plusieurs rapatriés à Niamey. Ce commerce commence surtout à partir de l'année 2005 avec l'endurcissement de la politique migratoire de Kadhafi et les accords avec l'Union Européenne (Busto, Orozco, Witte 2011: 60). Il se mélange avec la contrebande de produits illicites, drogues, cigarettes, pétrole, dromadaires, voitures ou armes, une activité constante dans cette région transfrontalière qui relie peuples comme les toubous ou les touaregs⁶ (Pinta 2010: 17).

Les mouvements de personnes vers la Libye sont principalement clandestins, donc, c'est difficile de donner des chiffres fiables des flux.⁷ L'embargo international en Libye et la promotion de la liberté de circulation au sein d'organismes régionaux au cours des années 90, entre d'autres éléments, ont contribué à diversifier le profil des migrants dans le pays de Kadhafi, venus d'Afrique Centrale et Occidentale pour rattraper majoritairement l'Europe (Tabapssi 2010). Nonobstant, notre analyse se focalise dans les déplacements circulaires des nigériens de la capitale, Niamey, (Castillo 1997: 33, Brachet 2009) qui partagent notamment les mêmes routes que les migrants internationaux de transit.

La vie en Libye et le retour forcé

Le migrant nigérien typique en Libye est un homme jeune, entre 15 et 30 ans, célibataire, avec peu de formation, originaire de régions comme Agadez, Tahoua, Tillabéry et Niamey, même si cette dernière région apporte un nombre minoritaire, selon Mounkaila (2015:101). Précisément, notre travail procure de s'ériger complémentaire aux études en milieu rural réalisées par Grégoire, Brachet ou Mounkaila. Pour cette raison, il serve à constater des spécificités entre les migrants du milieu rural et urbain depuis une catégorisation emic et etic. En fait, il s'agit d'une différenciation qui n'échappe pas la conception ethnique, mais la dépasse. Ce sont des diversités concer-

6. Ils sont des peuples nomades et sahariens divisés dans plusieurs pays avec les indépendances. La migration et ce même négoce essayent de mettre en question la notion d'État-nation sédentaire, selon Sindjoun (2005: 7).

7. Bensaâd estime les flux traversant Agadez en 2001 autour de 52 000 personnes/an, dont 13% seraient nigériens (Staub 2006: 48). L'OIM a calculé en 300.000 migrants qui transitent par le Sahara pour atteindre la Libye en 2016 principalement pour regagner l'Europe.

nant la sociabilité, type de travail en Libye et réseaux translocaux⁸ (Boesen, Marfaing 2007: 8), qui amène à une conception divergente du projet migratoire.

Premièrement, nous devons expliquer notre approche de la migration, situé à mi-chemin entre les théories structuralistes et libérales, en tenant en compte la capacité individuelle du migrant à choisir, sans négliger les contextes socio-économiques et culturels internes et externes qui participent à cette décision, selon Arango (2003: 20) ou Mezzadra (2005: 45). De ce point de vue, lors de notre étude nous avons constaté que les migrants urbains se lancent dans une entreprise plutôt individuelle, même si indissociable tant de la communauté dont ils font partie comme des conditions exogènes de vulnérabilité du environnement. Ce collectif emprunte le chemin d'une manière « discrète » en essayant que l'entourage familial ne soit pas un obstacle pour le départ et avec le désir d'émancipation et aventure (Bardem 1993: 386 ; Bredeloup 2008: 303). Par contre, leur décision se relie toujours avec des besoins familiales ou communautaires et s'insèrent dans une logique androcentrique d'une société gérontocratique qui les poussent à quitter. De cette manière, la détermination individuelle à faire la migration répond aussi à une vision holistique et particulière d'une société qui fomente aux célibataires et sans emploi à se déplacer pour « aller chercher ». C'est une initiative personnelle encadrée dans l'obligation de supporter la « dette communautaire », dont parle Marie (1997: 249), confirmée pour les migrants au terrain. « Même si tu mors de faim là-bas, ta famille va t'applaudir parce que tu es homme, parce que tu es sorti pour chercher » (Mohammed 2012).

Cette vision, s'engage dans un litige constant entre individu et communauté, non seulement caractéristique de la société africaine, mais très étudié dans ce contexte. Il s'agit d'une spécificité qui répond aussi à l'urbanisation croissante du continent. En fait, dans notre analyse l'existence de la distinction urbain/rural renvoi à la configuration de l'altérité de « *niameyzé* » et « ceux de la campagne ». Cette différenciation cache une classification pas tellement ethnique qu'ethno-régionaliste avec une conception « cosmopolisante par le bas », selon les mots de Tarrius (2002) et Boesen, Marfaing (2007: 16), « Je préfère dire la zone zarma que les zarmas. On dit la zone zarma, Dosso, Niamey, Tillabéry. Nous tous on est intégrés dans la zone zarma et nous avons la même mentalité que les zarmas ». À partir de ces distinctions flexibles et interaccionistes de l'ethnicité et l'identité en général, nous pouvons estimer plusieurs fluxes migratoires

8. Selon Boesen et Marfaing (2007: 8), on comprend par « translocalité », « des pratiques sociales particulières liées à certaines formes de dynamiques spatiales [...] ou un lieu ou un espace concret marqué par cette pratique ». On préfère cette définition à celle de « transnational », puisqu'on essaie de surpasser le nationalisme épistémologique, en nous adaptant à la propre conception faite pour les migrants.

nigériens en Libye avec de particularités culturelles et sociales, qui n'effacent jamais l'identité nationale. Les touaregs ont un statut différent, normalement privilégié par rapport aux derniers migrants urbains de la zone zarma, parvenus à partir de la fin des années 90 comme conséquence de l'instabilité politique et économique⁹.

On peut dire que c'est nous la première génération de zarmas qui ont commencé à faire ce voyage. À l'époque ils vont à la Côte d'Ivoire, mais vers la Libye, non, non, non, c'est les hausas qu'ils sont proche, les gens de Maradi, de Zinder, de Tahoua, surtout la région de Tahoua, d'Agadez aussi de Diffa (Nuredine 2015).

Les touaregs connaissent les « réseaux » et ils peuvent avoir une documentation « tarquiye » pour circuler librement. « La vie des touaregs c'est pas la vie des zarmas ou des hausas. On ne peut pas vivre ensemble, parce que chaque ethnie a sa manière de vivre », affirment plusieurs retournés. Notre objet d'étude se focalise sur les flux de migrants de la capitale au pays maghrébin, dû à la précarisation de la « classe moyenne » urbanisée et de l'élite traditionnelle sonray-zarma, héritière des structures d'État de la part du colonisateur. Ce nouveau phénomène emporte des transformations dans les anciens déplacements plus saisonniers de la zone haoussa et plus enracinés de la zone touareg. Ces nouveaux arrivés sont les premiers à s'installer en ville pour travailler dans des boutiques, dans des entreprises internationales ou bien dans la *bladia* — les services publics de collecte des ordures-.

On peut dire que la majorité on a fait le travail de *bladia*, parce que c'est le seul travail que tu peux dire que c'est un travail garanti [...] Chaque ethnie a un travail, les hausas, la plupart travaillent dans les boutiques d'alimentation [...] Ils disent que c'est pas bon, c'est un travail de saleté. En tout cas, faisons nos réflexions et on voit qu'avec ça on peut gagner plus que dans d'autres emplois (Moussa 2015).

Ce fragment résume parfaitement la différenciation d'emploi entre les plusieurs groupes ethniques et sociaux des nigériens en Libye. L'élément relevant à cet effet fait référence à l'urbanisation du profil migratoire, car le migrant du milieu rural se rend plutôt dans des travaux de force dans les jardins aux petites villes libyennes, tandis que les originales de la capitale s'installent dans les principales cités. Nous pouvons argu-

9. Le Niger a vécu plusieurs coups d'État lors des années 90. Après une certaine ouverture multipartiste lors de la Conférence Nationale de 1992 et les conséquences des plans d'ajustement structurel, les militaires ont repris le pouvoir en 1996 de mains de Baré. Celui a été assassiné en 1998 par Daouda Malam Wanké, qui a pris la tête de l'État.

menter que la migration rurale s'engage dans des conditions plus communautaires, dans une logique de survie, à cause de la précarité du milieu. Les villageois ont l'habitude de rester en Libye entre un-deux ans maximum avant de revenir pour visiter la famille. Les autres, par contre, possèdent une perspective plus à long terme entre 3-5 ans ou même de plus. Cette dernière idée s'insère dans une logique « individualisante »¹⁰ qui perçoit la migration comme une « opportunité » de progrès dans le cadre d'un projet entrepreneur de racine capitaliste, selon leurs propres considérations. « Eux, ils ont un autre projet de vie complètement différent, ils restent moins de temps, ils amènent de l'argent et consomment. Par contre, nous, on veut investir pour faire quelque chose, on est des entrepreneurs ». Ce collectif des « nouveaux migrants urbains » poursuit toujours créer un projet de vie dans son pays, depuis une perspective « capitaliste » et « modernisante ».

Ces personnes en mouvement ils s'engagent par des réseaux basés sur la conception urbaine ou bien régionaliste¹¹. Les chaînes au long du trajet migratoire, l'accueil au pays et aussi les relations sociales en Libye reposent sur ces affinités personnelles, du quartier, ethniques, régionales et/ou nationales, par cet ordre.

Je suis de la commune I, Yantala. Si quelqu'un vient de Yantala ils vont dire qu'il y a les gens de Yantala qui sont là-bas. Là-bas tous les foyers ont leurs noms : foyer de Niamey, foyer de Maradi, foyer de Zinder [...] On n'est pas divisé, sinon organisés. Si toi tu viens à Niamey, on va te diriger vers les gens de Niamey, parce que votre vie et leur vie ce n'est pas la même (Hassan 2016).

Les migrants sont, donc, structurés par des liens sociaux, mais dans tous les cas ils partagent la subalternité et le fait de faire partie d'une « communauté de Noirs Africains au Maghreb », selon Bredeloup (2005: 17). Ils qualifient la société arabe de « très raciste » et ils mettent des exemples. « Tu peux marcher dans la rue et un petit peut t'insulter, il peut te dire *kabala* ou *abdou* — esclave — et si tu ne veux pas de problèmes il faut que tu continues ton chemin ». Dans sa majorité, ils étaient soumis à une situation « irrégulière ou clandestine », car seulement une minorité pouvait accéder à la régularisation, à exception de certains citoyens touaregs. À ce point, on remarque une distinction entre les migrants urbains et ruraux par rapport à la forme d'entrée avant et après 2005. Les premiers, ils accèdent à un document de passage en Libye, même si

10. Il faut distinguer l'« individualisation », compris comme processus d'autonomie individuelle et l'« individualisme », conçu comme « egoïsme », selon Marie (1997: 54).

11. Même si le régionalisme est bien réfuté au Niger, publiquement tout le monde connaît de son existence et de son importance en la création de l'État nigérien et dans l'actualité politique du pays.

ce n'est pas un permis permanent de résidence. Grâce à celui, les conditions de voyage sont plus faciles, bien que la vie à la marge a été partagée par presque tous.

La vie en Libye endure des situations de travail difficiles, avec des longues journées, difficultés pour être payés à la fin de mois et conditions de vie précaires. Ils partagent des « ghettos » -foyers- avec des parents et dans quelque cas ils sont pris en charge pour les compagnies dans le même champ de travail. Même si pour beaucoup de gens les conditions de vie pourraient être conçus comme pénibles, la majorité de migrants urbains met en valeur leur vie libyenne en comparaison à celle du Niger. « Là-bas il y a la bonne vie, plus qu'ici, puisqu'ici il y a la pauvreté ». Cette perception indique l'édification d'un imaginaire d'admiration pour tout ce autour de la Libye. Ils sont conscients de l'instrumentalisation de la migration de la part de Kadhafi, mais la majorité apprécie leurs déplacements comme une « opportunité » fournie par le Guide. C'est pour cela, ils arrivent à se considérer comme une génération des « fils de Kadhafi », *Kadhafi goytchia*, en zarma.

Précisément, la sensation de connivence entre le Coronel et les « africains » -comme ils sont connus en Libye- conduit les rebelles lors du déclenchement du conflit 2011 à les accuser et menacer comme des complices du régime. Plusieurs témoignages collectés à Niamey, remarquent l'existence des « mercenaires » africains enrôlés dans les files kadhafiennes pour des raisons économiques (Bensaâd 2012: 84). Cependant, la majorité des africains n'étaient pas du tout engagés dans ce phénomène, ils étaient des victimes de soupçons infondés. Même s'il y a eu une minorité qu'il a estimé de rester en Libye pour gagner de l'argent, la majorité a choisi de revenir, obligée par les circonstances et les dangers à son intégrité physique. « On pensait qu'on allait mourir là-bas. Ils nous ont fait un ultimatum à Benghazi pour partir. Il n'y avait pas de travail, tout le monde se cherchait ». « Tu passais, » « Il y avait des bombes par là, des bombes à gauche, des bombes à droite », racontent des revenus à Niamey.

La guerre a poussé beaucoup des immigrés à rentrer dans leurs pays d'origine. Les organismes internationaux estiment que plus d'un million d'africains sud-sahariens sont retournés à leur terre avec les mains bredouilles environ 300 000 nigériens, selon les organisations locales. L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a rapatrié plus de 115 000 nigériens par avion depuis la Tunisie et l'Égypte, tandis que beaucoup des migrants ont dû emprunter la voie terrestre à travers le Sahara avec leurs propres moyens. Une fois au pays, ils ont fait face à l'« échec » de leur projet migratoire, suite à leur retour « forcé ». L'accueil de la famille a été habituellement positif, à exception de ceux qu'ils avaient cassé la « dette communautaire » en faisant dans leurs propres mots la *belle vie*, un terme pour se référer à l'égoïsme par lequel le migrant oublie la famille

et il peut commencer à boire, à dépenser de l'argent pour fréquenter les « connexion » bordels ou à prendre de la drogue.

Malgré que la famille puisse le recevoir fidèlement, la sensation de « descente aux enfers » est répandue parmi les migrants. « On était les garants de la famille, on portait toute notre famille sur notre dos et maintenant on n'a rien, on a échoué », estiment plusieurs d'entre eux à leur arrivée. Ils se rendent au Niger sans emploi, sans l'argent qu'ils auraient voulu avoir et avec le besoin d'une réintégration sociale et du travail. Nous pouvons affirmer que les personnes revenues de la Libye à Niamey se sentent différents de ceux qui sont restés. Ils ont une considération d'eux-mêmes comme des gens dynamiques, entrepreneurs, avec beaucoup de capacité, pas disponibles à faire certains types de travaux. « Si tu as l'habitude de prendre 300.000 FCFA, on vient et il te paie 100.000 FCFA, nous voyons que les petits travaux là on ne peut pas le faire, parce que on va pas gagner notre vie et on va même nous détruire en travaillant ». Il y a une logique de reconnaissance sociale, du prestige auquel ils aspiraient et qu'ils sentent de n'avoir pas bien obtenu. C'est pour cela ils se sentent différents : « une fois tu es parti en Libye et tu es revenu, tu ne ressembles pas aux gens d'ici. Il y a une grande différence en termes d'habillement, de jouissance ». Les retournés sont « des gens habitués à l'argent », selon leurs témoignages.

Ces considérations démontrent que les expériences de vie des migrants rentrés entraînent certains changements et reconfigurations de valeurs et principes. Ainsi, « quelqu'un qui a fait 10 ans à l'extérieur, on perd la façon de vivre chez toi. Tu as habité de l'autre côté, tu t'es instruit là-bas, tu raisonnes comme eux », expliquent. Ils ont intériorisé des pratiques différentes qu'on pourrait qualifier de plus « individualistes ». Cette même vision est aussi perçue pour la société d'accueil qui les distingue comme des « libyens » ou « *baba libye* », un groupe social distinct de compatriotes. « Parfois mes frères m'appellent *libyen*, j'ai même des neveux qu'ils m'appellent *tonton libyen*. Il y a même la femme de mon petit frère, elle m'appelle *baba libye* », affirme un informateur dans sa maison à Niamey.

Au moment de la crise, le gouvernement de Mahamadou Issoufou et les organisations internationales ont mis l'accent dans la réintégration avec des fausses promesses, selon les protagonistes. L'OIM a mis en marche plusieurs programmes d'activités génératrices de revenus avec des donations individuelles et par groupes autour de 300.000 FCFA. L'impact a été très limité et dans beaucoup des cas il a servi au contraire du but poursuivi. « Ils ont vendu et ils sont repartis à la Libye [...] c'est devenu un investissement inutile », affirment les rapatriés. Parmi les groupes subventionnés à Niamey, nous trouvons le Collectif de Rapatriés Nigériens (CORNI), une entité érigée comme défenseuse des droits des rapatriés et légitimée par les autorités. Ils ont été financés, mais cet argent n'a pas

été considéré suffisante. « C'est le gouvernement qu'il n'a rien fait pour les rapatriés », insistent. Leur objectif s'est adressé du début à se bénéficier à ce dont parle Olivier de Sardan et Tidjani Alou (2009: 6): la « rente de développement », l'argent apporté par les bailleurs de fonds internationaux, à travers d'initiatives dites communautaires.

CORNI a réussi à avoir un peu d'argent, mais ils ont échoué à créer leur initiative. Ainsi, les migrants en profitant leur condition d'urbain et de personnes en mouvement ont essayé de se profiter de cette rétribution. Ce collectif a accès à davantage de denrées alimentaires par rapport au village. C'est vrai qu'ils ont souffert une diminution importante des transferts économiques de la Libye « *libye noro* », mais la majorité parmi eux possède des terrains vides avec lesquels attendent spéculer. C'est pour cela, la catégorisation de notre objet d'étude entre milieu rural et urbain prend importance à ce point. La condition de migrant et de personne urbaine est un élément qui les amène à un processus d'individualisation au sein de leur communauté. Leur rentrée signifie une résignification de l'individu dans le cadre de leur « dette communautaire » qu'ils sentent n'avoir pu réussir à couvrir. Dans cette situation, c'est cruciale la sociabilité nigérienne à partir de la *fada*, un espace de rencontres normalement informelles -des fois aussi formelles- masculines et quotidiens où les hommes se retrouvent pour prendre le thé et se mettre en relation après le travail, pendant la journée, la nuit ou les week-ends. La *fada* est une manifestation d'appropriation privée de l'espace public, selon Boyer (2014: 4), par laquelle les hommes posent des chaises dans des quelconques coins de la rue pour causer et s'amuser.

La relevance de la *fada* comme phénomène d'origine urbain et autochtone au Niger¹² né au cours de la Conférence Nationale (Bazoum 2011), réside en sa condition de « poubelle » où les chômeurs ou migrants revenus de Libye peuvent verser leurs expériences personnelles dans le collective. C'est un espace de socialiser l'individualité, comme l'affirme Boyer (2014: 13), mais aussi d'individualiser la communauté, selon nos propres observations. En fait, il peut paraître la même chose, mais il dépend où vous mettez l'accent. On observe la *fada* comme espace de discussion politique et débat public qui peut reconnecter l'individualisation dérivé du projet migratoire avec les racines communautaires. Une sorte de « soulagement » où les migrants peuvent raconter leurs expériences et créer des nouvelles relations avec ceux qui ont vécu leur même expérience. « On est venu ensemble, on a partagé la même souffrance, alors la seule thérapie qu'on avait c'est d'être ensemble ». La *fada* peut fonctionner comme un moyen de collectiviser la frustration personnelle, mais il révèle aussi la importance croissante de l'individu au

12. Il s'assimile à d'autres espaces comme le *grin* du Burkina Faso, Mali ou Côte d'Ivoire.

sein du groupe. La présence de moyens de communication comme des portables; l'utilisation de réseaux sociaux digitales; l'intériorisation des certains discours globalisants; la même migration et l'expérience individuelle à l'étranger, tous sont des facteurs qui dénotent une augmentation de l'individualisation, en risque de devenir individualisme. On ne veut pas tomber dans la faux mythe de penser à une Afrique communautaire, mais on n'ignore même pas les transformations sociales fruit de la migration et l'urbanisation mondiale fondées au niveau planétaire sur le capitalisme néolibéral.

Maintenant il n'y a plus de solidarité. Peut être les études qui ont fait les gens, en regardant des films ou adaptant, peut être, d'autre mode de vie des pays occidentaux. Aujourd'hui c'est 'chacun pour soi et Dieu pour tous'. Je pense que c'est ça qui a changé l'esprit nigérien, parce que sinon avant ce qui est pour ton frère est pour toi. (Abdelaziz 2015).

Le collectif de retournés cherche d'une manière commune un lucre dernièrement personnelle. Nous insérons cette contribution dans la même logique de critique sociale au sein des *fadas* où ils disent dénoncer le clientélisme régnant, mais ils attendent au dernier terme s'en bénéficier (Boyer 2014: 15). Ils veulent se profiter du PAC, « Parents, amis et connaissances », le système des liens sociaux et relations de pouvoir et économiques en vigueur dans plusieurs pays come le Niger. Depuis une perspective occidentale il serait simplifié à « corruption », mais on essaye de s'éloigner des visions réductionnistes et simplistes pour approfondir le phénomène comme « moteur même des institutions », selon Bayart (1999:13). La migration voudrait être un moyen pour échapper à ce précepte, mais finalement peut finir pour se concevoir comme une manière de prospérer au sein du même système critiqué.

De cette manière, le retour forcé et ses frustrations peuvent achever deux stratégies principales: procurer de refaire la dette communautaire en rentrant dans le système dénoncé ou bien reprendre la route vers d'autres destinations, notamment vers l'Europe. « Je vais chercher d'aller en Europe, la Libye c'est fini, ça c'est une vieille histoire », affirment quelques migrants. Cette décision dépendra de la situation personnelle par rapport aux axes clés emic de la vie nigérienne en générale et aussi de la vie à Niamey en particulier: le mariage et la dépendance économique. Si les migrants réussissent à s'épouser peut être ils vont rejeter à ré émigrer. Si, par contre, il n'atteint pas leur objectif d'émancipation, ils continueront à penser de partir, sûrement en Europe. Parmi les nigériens qui se rendraient en Europe on trouvera spécialement des migrants urbains, car ils ont déjà un discours et un projet plus proche à une logique capitaliste occidental que celui des migrants du village.

Conclusions

En conclusion, notre travail au terrain constate l'existence de flux migratoires récents de la « zone zarma » ou de la capitale Niamey vers la Libye, commencés dans les années 2000. On relève une catégorisation sur l'axe urbain/rural, qui introduit une catégorie d'intersection complémentaire à l'ethnique, liée à des aspects aussi bien de classes qu'ethno-régionalistes. Dans cette optique, on note deux types de déplacements à travers une altérité entre « ceux de Niamey » ou *niameyzé* et « les autres de la campagne » ou « villageois », formée à partir de critères de valorisation de la condition urbaine. Ainsi, on constate deux logiques distinctes par rapport au projet migratoire rural et urbain, même si les deux sont encadrés dans une migration circulaire. Dans le milieu rural il s'agit d'une initiative plus déterminée par la climatologie et par conséquent, plus saisonnière et plus précaire, tandis que la migration urbaine convoite un projet à plus long terme et elle se comprend comme « opportunité » de progrès d'une conception productiviste et entreprenante, de racine capitaliste.

Dans les deux cas, la chute de Kadhafi et le déclenchement de la guerre en 2011 entraîne la fin du *Libya Kaman Turai* avec le retour forcé de milliers de personnes. On se focalise dans la rentrée à la capitale, même si moins majoritaire très importante au niveau qualitatif. Le groupe retourné à Niamey doit reconfigurer leur espace sociale, en passant d'être garant de la famille à dépendant, et expérimentant la frustration et la culpabilité lors qu'il essaye de réparer la « dette communautaire », impayée à cause de leur retour involontaire. Le collectif s'éloigne des ruraux, conscient de sa condition privilégiée et il profite son rang de *voyageur* pour se différencier de ceux qui n'ont jamais voyagé. En tant que personnes auto considérés comme dynamiques, entreprenants, avec beaucoup de capacité et pas disposés à faire certains types de travaux, ils s'établissent comme groupe identifié et identifiable appelé « *libyens* » ou « *babas* —père' — *libye* ». Le partage des particularités communes les conduit à se regrouper dans des *fadas*, qui servent comme sorte de « soulagement » et aussi comme reconnexion de l'individualisation du projet migratoire avec les racines communautaires.

De cette manière, la volonté de ces personnes de « réintégration sociale » se débâte entre l'aspiration de terminer leur projet migratoire dans leur terre d'origine à partir de la « rente de développement » ou essayer de le finaliser en partant vers l'Europe ou d'autres destins. La première possibilité relève l'assomption d'accéder au système régnant depuis une position de relative pouvoir, pour le fait d'appartenir à une classe sociale urbaine et migrante. Dans ce cas, le déplacement ne remet en question les structures sociales dominantes responsables de la mobilité, sinon qu'il essaie d'agir comme mé-

canisme de remplacement et propagation de celles-ci. La deuxième option, par contre, emporte la substitution partielle de le *Libya Kaman Turai* pour le rêve européen. En tenant en compte les projets migratoires urbains encadrés dans une logique entrepreneuriale libérale, une alphabétisation majeure, un accès plus fréquent à la technologie et aux médias internationaux, c'est à dire, à un monde mondialisé capitaliste, on certifie, par conséquent, que les migrants vers l'Europe seront plutôt urbains au détriment des ruraux. Ainsi, on certifie un remplacement partiel du patron des migrations circulaires intra-africaines pour une des mobilités transcontinentales, dont les migrants urbains seront protagonistes. Dans ce cas, même s'ils ont plus peur de la mer que du désert, ils continueront à se déplacer soit par voie légale ou clandestine, en exerçant leur droit intransférable à circuler.

Bibliographie

- ALPHA GADO, B. (2000) "Migration anciennes et contemporaines: contribution bibliographique", *Peuplement et Migrations*, CELTHO, pp.189-215.
- ARANGO, J. (2003) "La explicación teórica de las migraciones", *Migración y desarrollo*, octobre (1), p. 31.
- BARDEM, I. (1993) "L'émancipation des jeunes: un facteur négligé des migrations interafricaines", *Cahiers des sciences humaines* 29 (2-3), pp. 375-393.
- BAYART, JF. (1999) *El Estado en África*, Barcelona: Bellaterra.
- BAZOUUM, LK. (2011) *La jeunesse en Afrique- représentations sociales et relations de pouvoir. Le cas des fada au Niger (Niamey)*, Université Bordeaux, Mémoire Master, p. 154.
- BENSAÂD, A. (2012) *La Libye révolutionnaire*, Paris: Politique Africaine.
- BOESEN, E., MARFAING, L. (2007), *Les nouveaux urbains dans l'espace Sahara-Sahel, un cosmopolitisme par le bas*, Paris: Karthala.
- BOLOUVI, G. (2009) "Le Niger, carrefour des réseaux migratoires africains", in Trémoilères (eds) *Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines. Perspectives africaines et européennes*, OCDE -CSAO: Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, pp. 209-219.
- BOYER, F. (2014) "Faire Fada à Niamey", *Carnet de géographes* 7, pp. 1-17.
- BRACHET, J. (2009) *Migrations transsahariennes : vers un désert cosmopolite et morcelé (Niger)*; Bellecombe-en-Bauges : Croquant.
- BREDELOUP, S., PLIEZ, O. (2005) *Migrations entre les deux rives du Sahara*, Paris : Armand Colin, n°36.

- BREDELOUP, S. (2008) “L’aventurier, une figure de la migration africaine”, *Cahiers internationaux de sociologie* 2, n°125, pp. 281-306.
- BUSTOS, R., OROZCO, O. & WITTE, L. (2011) *El Magreb y las migraciones subsaharianas: el papel de las asociaciones y sindicatos*, Madrid : Casa Árabe.
- CASTILLO, J. (1997) “Teorías de las migración de retorno” in Izquierdo, A. et Álvarez, G. (eds) *Políticas de retorno de emigrantes*, Universidad da Coruña, pp. 29-44.
- CLANET, JC. (1981) “L’émigration temporaire des Toubou du Kanem vers la Libye”, *Cahiers Géographiques de Rouen* 15, pp.15-33.
- CRESPO, R. (2006) “Rutas migratorias transaharianas: de los puertos caravaneros a los cayucos”, *Nova África* 19, pp. 77-93.
- GRÉGOIRE, E. (2004) “Les migrations ouest-africains en Libye” in Marfaing, L.; Wippel, S. (dir) *Les relations transsahariennes à l’époque contemporaine: Un espace en constante mutation*; Paris: Karthala, pp. 173-194.
- HAIMZADEH, P. (2011) *Au coeur de la Libye de Kadhafi*, Paris: JC Lattès.
- LECOCQ, B. (2010) *Disputed desert*, Brill.
- MARIE, A. (1997), *L’Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l’Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Paris: Karthala.
- MEZZADRA, S. (2005), *Derecho de fuga: Migraciones, ciudadanía y globalización*, Madrid: Traficantes de sueños.
- MOUNKAILA, H. (2015) “La gestion des rapatriés de la Libye dans la commune de Tchintabaraden (Niger): les défis d’urgence et durable”, *Afrique et développement*, volume XL, 1, pp. 99-117.
- OLIVIER DE SARDAN, JP. (1984) *Les Sociétés songhay-zarma*, Paris: Karthala Paris
- OLIVIER DE SARDAN, JP., TIDJANI ALOU, M. (2009) *Les pouvoirs locaux au Niger. Tome 1: À la veille de la décentralisation*, Paris: Karthala.
- PERRIN, D. (2008) “Aspects juridiques de la migration circulaire dans l’espace euro-méditerranéen. Le cas de la Libye”, *CARIM*, Florence : Robert Schuman Centre for Advanced Studies 23 .
- PINTA, P. (2010) *Sebha, ville pionnière au coeur du Sahara libyen. Urbanisation, immigration, développement, tensions*, Paris: L’Harmattan.
- PNUD (2015) *Rapport sur le développement humain 2015*, New York.
- SINDJOUN, L. (2005) État, individus et réseaux dans les migrations africaines, Paris: Karthala.
- STAUB, V. (2006) *La Libye et les migrations subsahariennes*, Paris: L’Harmattan, Paris.
- TABAPSSI, T. (2010) “Le cadre général de la migration de, vers et à travers le Niger”, *CARIM*, Florence : Robert Schuman Centre for Advanced Studies 81.
- TARRIUS, A. (2002) *La mondialisation par le bas*, Paris: Balland.